



## Message 2021-DAEC-76

4 mai 2021

### **du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement additionnel en vue de l'assainissement et de la transformation de l'Hôtel cantonal, à Fribourg**

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement additionnel d'un montant de 3 580 000 francs en vue de l'assainissement et de la transformation de l'Hôtel cantonal, à Fribourg.

Ce message comprend les points suivants:

<b>1. Introduction</b>	<b>1</b>
<b>2. Projet d'assainissement et de transformation</b>	<b>1</b>
<b>3. Crédit d'engagement additionnel</b>	<b>2</b>
<b>4. Conclusion</b>	<b>7</b>

#### **1. Introduction**

##### **1.1. Contexte**

L'Hôtel cantonal est, avec la Cathédrale Saint-Nicolas, le monument le plus emblématique de Fribourg. Dominant la vieille ville et ouvert sur la place de l'Hôtel de Ville, dans le quartier historique de la Ville de Fribourg, l'édifice est, depuis son origine, le lieu représentatif du pouvoir fribourgeois et accueillait jusqu'en décembre 2019 le siège du Grand Conseil. La valeur patrimoniale du bâtiment est exceptionnelle autant du point de vue de sa substance historique intérieure et extérieure que du point de vue de sa signification politique et sociale. Une importance qui se manifeste dans son utilisation séculaire et ininterrompue en tant que siège des pouvoirs publics. Sa position en ville reflète son caractère manifestement emblématique, que toute intervention architecturale se doit de préserver et mettre en valeur.

Le 9 octobre 2018, le Grand Conseil a octroyé à l'unanimité un crédit d'engagement de 20 450 000 francs en vue de l'assainissement et de la transformation de l'Hôtel cantonal, en y ajoutant un crédit d'étude de 100 000 francs, pris sur le budget ordinaire du Service des bâtiments, pour étudier une amélioration du confort de la salle du Grand Conseil.

#### **2. Projet d'assainissement et de transformation**

Le projet d'assainissement et de transformation de l'Hôtel cantonal vise à mettre à disposition du Grand Conseil des outils modernes dans un bâtiment historique de grande valeur, à améliorer le fonctionnement du Parlement cantonal et à maintenir ainsi que mettre en valeur un des principaux emblèmes du patrimoine bâti du canton. Le nouvel Hôtel cantonal proposera des salles de séances pour les commissions parlementaires, des espaces réservés aux membres du Grand Conseil (vestiaires, zone de discussions et de travail, etc.) et permettra d'y accueillir son Secrétariat, actuellement situé à la rue de la Poste. Le bâtiment sera également adapté aux personnes à mobilité réduite avec la mise en place d'un ascenseur permettant l'accès à tous les niveaux.

Durant les travaux et pour des questions d'organisation du chantier, le Grand Conseil doit siéger extra-muros. Initialement, il était prévu que le Grand Conseil siège, de 2020 à 2021, au bâtiment MAD3 de la Police cantonale, à Granges-Paccot. Des coûts supplémentaires estimés à 344 000 francs au maximum pour la transmission vidéo et des kits de votation ont d'ailleurs été intégrés dans le crédit d'engagement pour cette délocalisation temporaire. Or, suite à la crise sanitaire en lien avec la COVID-19, il s'est avéré que la salle du bâtiment MAD3 n'était pas assez vaste pour respecter des distances sanitaires requises entre les député-e-s, obligeant le Grand Conseil à siéger provisoirement sur le site de Forum Fribourg. Ce changement de lieu n'a pas eu d'influence sur le budget

prévu pour la transmission vidéo et des kits de votation, si ce n'est un complément lié au prolongement de la durée du chantier.

Concernant le planning, la durée des travaux avait été estimée à 18 mois, avec un réaménagement et une mise en service de l'Hôtel cantonal prévue pour le mois de novembre 2021. Ceci devait permettre au Grand Conseil de suivre la dernière session de décembre 2021 dans le bâtiment rénové. Or, une complexité accrue des détails développés en fonction des découvertes du chantier entraîne des délais plus importants pour les travaux de maçonnerie et de structure métallique. De la même manière, la crise sanitaire et ses exigences rendent le suivi, le cours du chantier et l'organisation des équipes et autres séances plus difficiles. En conséquence, la remise du bâtiment est reportée pour la fin du mois de mars 2022.

### **3. Crédit d'engagement additionnel**

#### **3.1. Salle du Grand Conseil**

Lors du développement du projet d'assainissement et de transformation de l'Hôtel cantonal, il avait été décidé que la salle du Grand Conseil ne ferait l'objet d'aucune transformation, ses installations techniques ayant été renouvelées, il y a un peu plus de 20 ans, en 1999. Dans le cadre de l'examen du message et du décret relatifs à l'octroi du crédit d'engagement pour le projet, le confort de la salle du Grand Conseil a soulevé parmi les député-e-s certaines interrogations quant aux problèmes d'amplitudes thermiques rencontrés à certaines périodes de l'année et à d'autres problématiques liées à la nature de la salle.

Le 9 octobre 2018, dans le cadre du traitement du crédit d'engagement, le Grand Conseil a décidé d'octroyer un crédit d'étude additionnel de 100 000 francs pour poursuivre les réflexions sur l'amélioration des équipements, l'accessibilité et la fonctionnalité de la salle du Parlement. Un état des lieux des interventions possibles ainsi que des modélisations pour vérifier les impacts de ces améliorations ont été menés. Le résultat de cette étude propose des interventions dans la salle du Grand Conseil basées sur deux axes principaux, à savoir le projet technique et d'aménagement ainsi que le système de E-vote et les installations médias.

##### **3.1.1. Projet technique et d'aménagements**

Les interventions proposées visent à améliorer la salle du Grand Conseil du point de vue thermique et des aménagements. Par ailleurs, une attention particulière est accordée à la restauration du mobilier et aux autres éléments construits existants.

#### **3.1.2. E-vote et installations médias**

Le système de vote aura une dizaine d'années au moment de la fin des travaux d'assainissement et de transformation de l'Hôtel cantonal et de sa réinstallation dans la salle du Grand Conseil. S'agissant d'un ancien système, il devrait être réinstallé tel quel et ne peut plus être mis à jour. Le système actuellement loué pour les sessions au sein du bâtiment MAD3 est plus moderne, mais comme il s'agit d'un système mobile, il ne peut pas être repris.

Le seul moyen d'améliorer le système de vote comme demandé notamment par les représentant-e-s du Grand Conseil à la commission de bâtisse est donc de mettre en place une nouvelle installation. Les détails de cette installation ont été discutés avec les utilisateurs et analysés par les mandataires et spécialistes. A noter qu'il a été tenu compte dans les équipements, de la possibilité de mener des séances de commissions à distance à travers le suivi et la participation aux sessions par visioconférences. De la même manière, un système de communication et diffusion d'informations sur écrans plus adapté à l'état de la technique est prévu.

#### **3.2. Bâtiment principal et corps de garde**

L'avancement des travaux de démolitions dans le bâtiment principal et le corps de garde, respectivement l'ouverture des planchers et autres parements muraux, a permis de mettre à jour l'état précaires de certaines compositions structurelles. Par exemple, certaines poutres constituant les planchers ou la charpente nécessitent la mise en place de renforts et l'application de traitements en lien avec l'altération du bois. De la même manière, des interventions antérieures ont mis à mal des parties du bâtiment tels que murs et voûtes en molasse, interventions qui d'un point de vue de la substance historique doivent être corrigées dans le cadre des travaux de gros œuvre. En outre, ces travaux de démolitions ont aussi été l'occasion de découvrir un certain nombre d'éléments historiques insoupçonnés et de très haute facture, tels la fresque et la porte historique toutes deux dissimulées à l'arrière des boiseries de la salle de l'ancien tribunal. Ces découvertes requièrent d'importants travaux de restauration.

#### **3.3. Eléments/demandes liés au maître d'ouvrage (MO)**

Ce crédit additionnel intègre également certaines demandes émanant directement de l'utilisateur et du maître d'ouvrage. Les plus importantes sont brièvement décrites ci-dessous.

### **3.3.1. Visioconférence et multimédia**

A la demande des utilisateurs, des équipements complémentaires ont été définis et intégrés dans cette demande de crédit. Il s'agit avant tout de pouvoir proposer des installations et autres équipements intégrant toutes les technologies en matière de visioconférence et de communication.

### **3.3.2. Frais de surveillance**

A la suite de l'incendie de Notre Dame de Paris survenu en avril 2019, la surveillance du chantier a été un sujet des plus sensibles. En effet, l'Hôtel cantonal possède tous les critères pour qu'un incendie puisse s'y développer de manière inopinée. Ce facteur-risque étant très important, il a été décidé de renforcer la surveillance du chantier à travers des visites ponctuelles effectuées par une entreprise spécialisée.

### **3.3.3. Travaux de menuiserie**

Dans le cadre d'assainissement de bâtiments anciens, il est demandé par les spécialistes de la faune d'intégrer des habitats pour certaines espèces animales. Dans le cas de l'Hôtel cantonal, il est proposé d'installer une série de nichoirs sous la forme de boîtes intégrées dans l'avant-toit du pan sud du bâtiment principal pour les martinets.

### **3.3.4. Prestations de support CP/Réserves pour travaux spéciaux et location complémentaire**

Considérant que le chef de projet (CP) doit passer entre 80–100% du temps de travail pour le suivi d'un tel objet, un montant de 120 000 francs a été ajouté en tant que prestations de support CP. Ces prestations de support serviront dans le cadre d'autres projets. Le même procédé a été appliqué pour le projet de l'assainissement et de l'agrandissement du Collège Sainte-Croix avec un montant de 350 000 francs.

Dans le cadre de la mise en conformité des travaux spéciaux, une réserve a été intégrée afin de ne pas retarder le chantier le cas échéant. Un montant de 200 000 francs avait été initialement prévu. Compte tenu de l'avancement de ces travaux, celui-ci a pu être revu à la baisse, avec un montant de 150 000 francs.

Enfin, il a également été prévu un montant supplémentaire pour la location du matériel nécessaire aux sessions passées hors de l'Hôtel cantonal. Ce montant doit permettre de couvrir un retard de 3 mois. L'assurance Responsabilité Civile pour les travaux de chantier a d'ailleurs également été réadaptée pour cette même durée.

### **3.3.5. Provision COVID**

La crise sanitaire a eu un impact non négligeable sur le déroulement du chantier. En effet, certaines entreprises ont été dans l'obligation de prendre des mesures lors des vagues successives en lien avec la COVID-19, allant de la fermeture d'entreprises à la réduction de personnel pour cause de quarantaine. Ces mesures ont entraîné un rallongement des délais d'exécution d'une part, mais aussi une réorganisation complète de la planification des travaux et des séances de coordinations et de planification d'autre part.

En conséquence, cette provision doit permettre de couvrir des dépenses complémentaires en lien avec des durées de locations de matériel prolongées comme les échafaudages par exemple, ainsi que les frais inhérents à la sécurité sanitaire des travailleurs. De la même manière, elle devrait absorber les prestations supplémentaires découlant de la multiplication des séances entre spécialistes, mandataires et entreprises suite à la limitation du nombre de personnes en réunion.

Un premier montant de 30 000 francs avait été estimé lors de la première vague. Compte tenu des incertitudes quant à l'évolution de l'épidémie, un montant de 100 000 francs supplémentaires a été ajouté afin de supporter ces coûts jusqu'à la fin du chantier.

### **3.3.6. Utilisation de la réserve et proposition de reconstitution**

Lors de l'établissement du devis général du projet en octobre 2018, une réserve de 405 170 francs a été inscrite dans le CFC 583.0 «Réserves pour imprévus». Cette réserve avait été calculée à hauteur de 3% des CFC 1, 2, 4 et 9 (sans honoraires) du devis original.

Pour mémoire, la réserve a dû absorber dès les premiers appels d'offres une plus-value de 293 000 francs sur un total de 1 046 912 francs lors de l'adjudication du CFC 213.2 «Charpente métallique». En effet, la procédure d'appel d'offres en marché public n'avait reçu aucun retour d'offres pour ce CFC. Une nouvelle procédure en gré à gré concurrentiel avait été mise en place, avec un retour de soumissions défavorable en termes de prix. Par ailleurs, ce projet étant une transformation dans un bâtiment à haute valeur patrimoniale, divers éléments ont été découverts lors des travaux de démolition effectués depuis le début du chantier en janvier 2020, éléments qui, pour certains, ont déjà dû faire l'objet d'adjudications. Enfin, avec les propositions d'adjudications des derniers lots, la réserve a été entièrement consommée.

S'agissant d'une transformation d'un bâtiment ancien, il est proposé dans le cadre de ce crédit complémentaire de consolider le montant de la réserve sur la base du devis adapté et du même pourcentage. Ainsi, un montant de 118 000 francs est ainsi demandé dans le cadre de ce crédit complémentaire.

### 3.4. Sécurité

Dans le cadre du développement du projet, le Grand Conseil a toujours souhaité que l'Hôtel cantonal soit un lieu «ouvert» et «accessible» au public. Toutefois, la tragédie survenue à Zoug en 2001, et plus récemment les incidents au Capitole des États-Unis à Washington D. C. en janvier dernier, ont soulevé certaines questions en lien avec la sécurité du parlement fribourgeois. Bien que des mesures aient déjà été prises au niveau du projet, notamment le système de contrôle d'accès du bâtiment et la mise en place de boutons d'alarme, il a été décidé de compléter le dispositif sur divers points. Ainsi, la sécurité du bâtiment sera renforcée, grâce à l'ajout de caméras de surveillance à des endroits stratégiques, la mise en place d'une alarme anti-effraction sur les portes d'entrée, le renforcement du guichet du secrétariat du Grand Conseil, l'achat d'un portique à métaux mobile et la mise en place d'un concept de sécurité.

#### 3.5.1. Salle du Grand Conseil

##### Réaménagement et installations techniques:

- > Mise en place de canaux de ventilations installés directement dans les tribunes, ce qui permet une meilleure intégration esthétique.
- > Ventilation séparée des trois tribunes permettant une meilleure gestion du débit d'air et ainsi un gain en efficacité significatif.
- > Installation de trois ventilo-convecteurs intégrés directement dans chaque tribune. Le but est de prélever l'air ambiant et de le refroidir. Les modélisations effectuées par le physicien du bâtiment montrent une amélioration sensible au niveau du confort thermique.
- > Adaptations diverses des tribunes telles que structure, grilles supplémentaires, etc., pour l'insertion des installations de ventilation (impact visuel mineur).
- > Mise en place de panneaux démontables sur les tribunes facilitant l'accès pour le contrôle et l'entretien des installations.
- > Adaptation des frises et retouches diverses au niveau des listes en bois (nez de marche des tribunes).
- > Raccordements électriques depuis le deuxième étage par la gaine de l'ascenseur. Le tracé est ainsi plus court et l'accès aux installations est simplifié.
- > Remplacement du câblage informatique RJ45 qui n'est pas récupérable.

176 500

##### Revêtement de sol:

- > Remplacement total du revêtement de sol, ce qui se révèle une solution plus économique qu'une réfection des parties endommagées.

30 000

##### Plâtrerie:

- > Adaptation des frises du plafond en plâtre.

3 500

##### Nouvel éclairage:

- > Mise en place d'un nouvel éclairage plus efficace qu'auparavant, plus esthétique et compatible avec la caméra e-voting pour éviter les vibrations sur les écrans.

27 000

##### Boucle pour malentendants:

- > Mise en place d'un système pour malentendants, inexistant jusqu'ici.

16 000

##### Rembourrage des bancs:

- > Changement de la mousse de rembourrage et nouveau velours.

124 000

##### E-vote et media:

- > Fourniture et installation d'un nouveau système.

365 000

##### Mandat de planification complète par entreprise spécialisée:

- > Conception, appel d'offres, DT.

30 000

##### Frais secondaires:

- > Réserve pour divers et imprévus

3 000

##### Total net TTC (sans honoraires)

775 000

Compte tenu de ce qui précède, une estimation de ces compléments a été effectuée et intégrée à cette demande de crédit complémentaire.

### 3.5. Montant du crédit d'engagement additionnel

Les travaux complémentaires et leurs détails respectifs sont répartis en six points qui comprennent le réaménagement de la salle du Grand Conseil, les adaptations et découvertes au niveau du gros œuvre et second œuvre du bâtiment principal et corps de garde, les découvertes historiques, les demandes complémentaires de la part des usagers et du maître d'ouvrage, les compléments en termes de sécurité et enfin les conséquences qui découlent des points précédents pour les honoraires et frais des mandataires.

### 3.5.2. Bâtiment principal et corps de garde: gros œuvre et second œuvre

<b>Relevés:</b>	80 000
> Relevés supplémentaires suite aux découvertes de l'état des structures, charpentes, etc. (y c. démontages, remontages menuiseries, etc.)	
<b>Maçonnerie:</b>	110 500
> Compléments travaux de maçonnerie. > Travaux d'entretien, sablage et hydrogommage.	
<b>Pierre naturelle:</b>	307 000
> Voûtes: Remplacement des renforts béton par des éléments en molasse au niveau des voûtes situées au 2 <sup>e</sup> sous-sol. Ces renforts béton avaient été mis en place lors des travaux antérieurs dans le but de simplifier la pose d'éléments de menuiserie, et ce au détriment des pièces d'origine. > Couvertes du corps de garde: Les fenêtres du corps présentent des particularités au niveau des voûtes, ce qui nécessite des dégagements supplémentaires ainsi qu'une isolation complémentaire. > Murs intérieurs: traitement des murs apparents intérieurs du corps de garde et du bâtiment principal (y c. intervention trous, piliers, embrasures) + finitions. > Façades: compléments nécessaires pour éléments de façade à restaurer (teintage, retouches, etc.)	
<b>Traitement du bois:</b>	73 000
> Lors des travaux de démolitions, il a été constaté par un spécialiste que certains éléments en bois étaient attaqués par des insectes. Partant du principe que les éléments bois seront mis à nu pendant les travaux, il a été jugé nécessaire d'appliquer ce traitement sur l'ensemble des pièces en bois des niveaux concernés.	
<b>Charpente bois, renforcement résine:</b>	70 000
> Les éléments de charpentes des 1 <sup>er</sup> et 2 <sup>es</sup> étages sont en moins bon état que prévus; ceux-ci doivent être renforcés et consolidés à l'aide de résine.	
<b>Charpente bois, déblaiement, renforts et nichoirs:</b>	99 000
> Evacuation nécessaire des gravats découverts au niveau des planchers du 2 <sup>e</sup> étage et des combles afin d'atténuer les charges statiques sur les éléments porteurs. > Ajouts de renforts nécessaires au niveau des planchers.	
<b>Faux-planchers:</b>	20 000
> Modification du faux-plancher technique suite au maintien du pavage historique découvert lors des travaux de démolition des dallages au niveau du 2 <sup>e</sup> sous-sol. > Faux-plancher technique au niveau des combles. > Renforts complémentaires au niveau des planchers.	
<b>Cheminées:</b>	20 000
> Les anciennes cheminées n'ont pas pu être conservées telles-que, car elles présentaient des problèmes statiques. Celles-ci doivent être entièrement refaites, de même que la ferblanterie et les grilles de ventilation (grilles Estair).	
<b>Cheminées (ferblanterie + grilles):</b>	34 000
> Compléments de ferblanterie et grilles de ventilation (grilles Estair).	
<b>Fenêtres couloir 1<sup>er</sup> étage:</b>	6 000
> Ajout d'un cadre complémentaire demandée afin de pouvoir répondre à la norme EI30.	
<b>Compléments de projet:</b>	25 000
> Adaptations menuiseries et miroirs locaux sanitaires	
<b>Installations électriques:</b>	162 000
> Adaptations des installations électriques à courant faible (détection, e-vote, etc.) > Compléments pour tableaux électriques	
<b>Total net TTC (honoraires non compris)</b>	<b>1 006 500</b>

### 3.5.3. Bâtiment principal et corps de garde: découvertes éléments historiques

<b>Travaux de décrépissage:</b>	40 000
> Murs intérieurs des façades du 2 <sup>e</sup> étage à décrépir. Intervention délicate suite à la découverte de la présence de peinture au plomb.	
<b>Travaux de restauration (suite décrépissage):</b>	66 000
> Compléments nécessaires pour la restauration des pierres des murs intérieurs du 2 <sup>e</sup> étage (suite décrépissage).	
<b>Fresques salle des huissiers et de la salle de l'ancien tribunal:</b>	68 000
> Travaux de nettoyage des anciennes peintures découvertes durant le chantier.	
<b>Plafond plâtre du corps de garde:</b>	6 000
> Remplacement du plafond en plâtre du plafond du corps de garde.	
<b>Sondages et analyses:</b>	72 000
> Sondages complémentaires suite aux découvertes des différents éléments historiques.	
> Analyses des fresques découvertes dans la salle de l'ancien tribunal (SUPSI).	
> Dendrochronologies	
<b>Cadrans extérieurs:</b>	15 000
> Restauration des peintures des anciens cadrans après dépose.	
<b>Plancher 1<sup>er</sup> sous-sol:</b>	40 000
> Récupération des planches anciennes dans le but de les réutiliser pour le plancher des locaux des députés.	
<b>Fenêtres 1<sup>er</sup> étage:</b>	36 000
> Doubles vitrages à recréer en fonction de leur origine et adaptations d'anciennes moulures.	
<b>Fenêtres 2<sup>e</sup> étage:</b>	30 000
> Adaptations des moulures historiques et cadres de fenêtres.	
<b>Porte historique salle de l'ancien tribunal:</b>	8 000
> Travaux de pierre naturelle et restauration.	
<b>Total net TTC (honoraires non compris)</b>	<b>381 000</b>

### 3.5.4. Eléments/demandes liés au MO

<b>Frais de surveillance:</b>	32 000
> Suite à l'incendie de la Cathédrale Notre-Dame à Paris, un renforcement des mesures a été mis en place à travers une surveillance accrue du chantier.	
<b>Menuiserie:</b>	6 000
> Fourniture et pose de nichoirs.	
<b>Visioconférence et multimédia:</b>	50 000
> Equipements complémentaires définis avec l'utilisateur, y compris équipement mobile permettant le suivi et la participation aux sessions par visioconférences.	
<b>Prestations de support CP:</b>	120 000
> Pour absorber le volume de travail actuel du Service des bâtiments, il est nécessaire de recourir à de l'aide externe (architectes, ingénieurs, BAMO). Cette prestation table sur une durée de 15 mois.	
<b>Réserve pour travaux spéciaux:</b>	150 000
> Réserve pour travaux et honoraires pour la mise en conformité des travaux spéciaux.	
<b>Réserve pour location complémentaire:</b>	45 000
> Adaptation du montant relatif à la location du matériel pour le prolongement des sessions du Grand Conseil extramuros.	
<b>Assurance:</b>	4 000
> Complément pour assurance RC travaux de chantier	
<b>Provision COVID:</b>	130 000
> Locations complémentaires et frais complémentaires en lien avec la situation sanitaire 2020–21.	
<b>Réserve – Consolidation CFC 583.0 Réserve et imprévus:</b>	118 000
> Reconstitution de la réserve sur les CFC 1, 2, 4 et 9 du devis adapté	
<b>Réserve – Mutations et Prorata:</b>	60 000
> Réserve divers CFC à muter sur CFC 583.0 + Prorata	
<b>Total net TTC (honoraires non compris)</b>	<b>725 000</b>

### 3.5.5. Sécurité

<b>Caméras de surveillance et alarme anti-effraction:</b>	40 000
> Installation de 4 caméras de surveillance.	
> Mise en place d'une alarme anti-effraction sur portes d'entrées.	
> Gestion informatique des installations, raccordements électriques, études et frais.	
<b>Paroi pare-balle:</b>	10 000
> Mise en place d'une paroi pare-balle au niveau du desk du secrétariat général.	
<b>Portique de détection, concept sécurité et réserves:</b>	30 000
> Achat d'un portique à métaux mobile.	
> Elaboration et mise en place d'un concept de sécurité avec les utilisateurs.	
<b>Total net TTC (études et frais compris)</b>	<b>80 000</b>

### 3.5.6. Honoraires et frais

<b>Architecte/DT:</b>	443 500
> Adaptation des honoraires pour prestations d'architecte et direction des travaux (y c. mandataire général).	
<b>Ingénieur civil:</b>	110 000
> Adaptation des honoraires pour prestations d'ingénieur civil.	
<b>Ingénieur électricien:</b>	22 500
> Adaptation des honoraires pour prestations d'ingénieur électricien.	
<b>Ingénieur éclairagiste:</b>	8 500
> Adaptation des honoraires pour prestations d'éclairagiste.	
<b>Ingénieur CVCR:</b>	8 000
> Adaptation des honoraires pour prestations d'ingénieurs CVCR.	
<b>Frais:</b>	20 000
> Adaptation des frais de reproductions documents.	
<b>Total net TTC (honoraires et frais)</b>	<b>612 500</b>

### 3.5.7. Récapitulatif du total des coûts du crédit complémentaire

Total travaux «Salle du Grand Conseil»	775 000
Total travaux «Gros œuvre et second œuvre»	1 006 500
Total travaux «Découvertes éléments historiques»	381 000
Total travaux «Eléments/demandes liés au MO»	725 000
Total travaux «Sécurité»	80 000
Total «Honoraires et frais»	612 500
<b>Total crédit complémentaire net TTC</b>	<b>3 580 000</b>

## 4. Conclusion

L'assainissement et la transformation de l'Hôtel cantonal répondent à une nécessité reconnue par les Autorités, notamment pour assurer le bon fonctionnement du Grand Conseil et de son Secrétariat, mais aussi pour valoriser un des joyaux architecturaux du canton de Fribourg.

Lors de l'examen du projet, les député-e-s ont demandé d'étudier des solutions pour améliorer le confort de la salle du Grand Conseil. De plus, le début du chantier a mis à jour un certain nombre d'éléments liés à la nature même d'un projet de transformation et d'assainissement d'un bâtiment historique, qui n'ont pas pu être couverts par la réserve. Ainsi,

le Conseil d'Etat sollicite du Grand Conseil l'octroi d'un crédit complémentaire d'un montant total de 3 580 000 francs.

Le décret proposé n'a pas de conséquence directe en matière de personnel. Il n'influence pas la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Il ne pose pas de problème sous l'angle de la conformité au droit fédéral et de l'eurocompatibilité.

Ce décret n'est pas soumis au référendum financier.

En conséquence nous vous invitons à adopter le présent projet de décret.



## Botschaft 2021-DAEC-76

4. Mai 2021

### **des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über einen zusätzlichen Verpflichtungskredit für die Sanierung und den Umbau des Rathauses in Freiburg**

Wir legen Ihnen hiermit die Botschaft zum Dekretsentwurf über einen zusätzlichen Verpflichtungskredit von 3 580 000 Franken für die Sanierung und den Umbau des Rathauses in Freiburg vor.

Diese Botschaft ist wie folgt gegliedert:

<b>1. Einleitung</b>	<b>8</b>
<b>2. Sanierungs- und Umbauprojekt</b>	<b>8</b>
<b>3. Zusätzlicher Verpflichtungskredit</b>	<b>9</b>
<b>4. Schlussfolgerung</b>	<b>14</b>

#### **1. Einleitung**

##### **1.1. Hintergrund**

Zusammen mit der St.-Niklaus-Kathedrale gehört das Rathaus zu den symbolträchtigsten Wahrzeichen Freiburgs. Das Rathaus, das sich im historischen Quartier der Stadt Freiburg befindet, über der Altstadt thront und sich zum Rathausplatz hin öffnet, repräsentiert seit seiner Erbauung die Staatsgewalt. Er ist der Sitz des Grossen Rates und beherbergte das Kantonsparlament bis zu dessen temporären Umzug im Dezember 2019. Der kulturhistorische Wert des Gebäudes ist sowohl in Bezug auf die innere und äussere historische Substanz als auch auf seine politische und gesellschaftliche Bedeutung aussergewöhnlich, eine Bedeutung, die sich in seiner jahrhundertelangen und ununterbrochenen Nutzung als Regierungssitz zeigt. Seine Lage in der Stadt widerspiegelt seinen offensichtlich symbolträchtigen Charakter, den jeglichen architektonische Intervention bewahren und in Wert setzen muss.

Am 9. Oktober 2018 hat der Grosse Rat einstimmig einen Verpflichtungskredit von 20 450 000 Franken für die Sanierung und den Umbau des Rathauses bewilligt und durch einen Studienkredit von 100 000 Franken aus dem ordentlichen Voranschlag des Hochbauamts für die Untersuchung von Massnahmen zur Verbesserung des Komforts des Grossratssaals ergänzt.

#### **2. Sanierungs- und Umbauprojekt**

Das Projekt für die Sanierung und den Umbau des Rathauses will dem Grossen Rat moderne Instrumente in einem Gebäude von grossem kulturhistorischem Wert zur Verfügung stellen, die Funktionsweise des Kantonsparlaments verbessern sowie eines der wichtigen Embleme des baulichen Kulturguts unseres Kantons erhalten und in Wert setzen. Das renovierte Rathaus wird über Sitzungsräume für die parlamentarischen Kommissionen sowie über Bereiche verfügen, die den Mitgliedern des Grossen Rates vorbehalten sind (Garderoben, Diskussions- und Arbeitszonen usw.) und die Unterbringung des Sekretariats ermöglichen, das seine Räume derzeit an der Postgasse hat. Das Gebäude wird zudem mit dem Einbau eines Lifts, der Zugang zu allen Stockwerken gibt, für Menschen mit eingeschränkter Mobilität zugänglich gemacht.

Während der Arbeiten muss der Grosse Rat aus bauorganisatorischen Gründen extra muros tagen. Ursprünglich war vorgesehen, dass die Sessionen von 2020 bis 2021 im Polizeigebäude in Granges-Paccot (MAD3) stattfinden. Im Zusammenhang mit diesem zeitweiligen Umzug waren im Verpflichtungskredit denn auch die Kosten für die Videoübermittlung und Abstimmungsausrüstung vorgesehen, die mit höchstens 344 000 Franken veranschlagt worden waren. Mit der durch das Coronavirus verursachten Gesundheitskrise stellte sich jedoch heraus, dass der Platz im MAD3-Gebäude nicht gross genug war, um es den Grossrättinnen und Grossräten zu erlauben, genügend Abstand zu halten. Als Folge davon sah sich der Grosse Rat gezwungen, vorübergehend im Forum

Fribourg zu tagen. Dieser Standortwechsel hatte keine Auswirkungen auf das Budget bezüglich Videoübermittlung und Abstimmungsausrüstung, abgesehen von den zusätzlichen Kosten, die mit der verlängerten Bauzeit verbunden waren.

Was den Zeitplan betrifft, so wurde die Dauer der Arbeiten auf 18 Monate geschätzt und die Eröffnung des renovierten Rathauses war für September 2021 vorgesehen. Dies hätte es dem Grossen Rat ermöglicht, die letzte Session im Dezember 2021 im renovierten Gebäude abzuhalten. Allerdings führt die erhöhte Komplexität der Details, die nach den Entdeckungen auf der Baustelle ausgearbeitet wurden, zu weiteren Verzögerungen bei den Mauerwerks- und Stahlbauarbeiten. Außerdem erschweren die Pandemie und die damit verbundenen Anforderungen das Überwachen und Leiten der Arbeiten sowie das Organisieren der Teams und Sitzungen. Als Folge davon ist die Übergabe des Gebäudes neu Ende März 2022 vorgesehen.

### **3. Zusätzlicher Verpflichtungskredit**

#### **3.1. Grossratssaal**

Bei der Entwicklung des Projekts für die Sanierung und den Umbau des Rathauses wurde entschieden, dass der Grossratsaal nicht umgebaut wird, weil seine technischen Anlagen vor etwas mehr als 20 Jahren, im Jahr 1999, erneuert wurden. Während der Behandlung der Botschaft und des Dekrets über den Verpflichtungskredit für das Projekt warf der Komfort des Grossratssaals bei den Mitgliedern des Grossen Rats einige Fragen im Zusammenhang mit dem Problem der Temperaturschwankungen zu bestimmten Jahreszeiten und anderen Problemen wegen der Beschaffenheit des Saals auf.

So bewilligte der Grosse Rat am 9. Oktober 2018, einen zusätzlichen Studienkredit von 100 000 Franken, um die Überlegungen zur Verbesserung von Ausstattung, Zugänglichkeit und Funktionalität des Saals weiterzuführen. Es wurde eine Bestandsaufnahme möglicher Eingriffe sowie eine Modellierung zur Überprüfung der Auswirkungen dieser Verbesserungen durchgeführt. Das Ergebnis dieser Studie schlägt Interventionen im Grossratssaal auf zwei Hauptachsen vor, nämlich das Projekt für Technik und Ausstattung einerseits sowie das E-Voting-System und die Medieneinrichtungen andererseits.

##### **3.1.1. Projekt für Technik und Ausstattung**

Die vorgeschlagenen Eingriffe zielen darauf ab, den Grossratssaal in Bezug auf den thermischen Komfort und die Ausstattung zu verbessern. Außerdem wird ein besonderes Augenmerk auf die Restaurierung des vorhandenen Mobiliars und anderer baulicher Elemente gelegt.

##### **3.1.2. E-Voting-System und Medieneinrichtungen**

Das Abstimmungssystem wird etwa zehn Jahre alt sein, wenn die Sanierung und der Umbau des Rathauses abgeschlossen sind und es wieder in den Grossratssaal eingebaut wird. Da es sich um ein altes System handelt, muss es unverändert reinstalled werden und kann nicht aktualisiert werden. Das System, das im Moment für die Sitzungen im MAD3-Gebäude gemietet wird, ist zwar moderner, kann aber, weil es sich um ein mobiles System handelt, nicht übernommen werden.

Die einzige Möglichkeit, das Abstimmungssystem, wie von den Vertreterinnen und Vertretern des Grossen Rats in der Baukommission gefordert, zu verbessern, ist der Einbau einer neuen Anlage. Die Details dieser Anlage wurden mit den künftigen Benutzerinnen und Benutzern besprochen und von den Auftragnehmern und Fachleuten analysiert. Es ist anzumerken, dass bei den Einrichtungen die Möglichkeit der Durchführung von virtuellen Kommissionssitzungen mittels Videokonferenz berücksichtigt wurde. Ebenso wird ein System zur Kommunikation und Verbreitung von Informationen auf Bildschirmen bereitgestellt, das besser an den Stand der Technik angepasst ist.

#### **3.2. Hauptgebäude und altes Wachhaus**

Mit dem Fortschritt der Abrucharbeiten im Hauptgebäude und im Wachhaus bzw. dem Öffnen der Fussböden und Wandverkleidungen offenbarte sich der prekäre Zustand einiger baulicher Elemente. Zum Beispiel erfordern bestimmte Balken, die die Böden oder das Gerüst bilden, Verstärkungen und Behandlungen gegen den Verfall des Holzes. Ebenso haben frühere Eingriffe Teile des Gebäudes beschädigt, beispielsweise Mauern und Gewölbe aus Molasse, was aus Sicht des Erhalts der historischen Substanz im Rahmen der Rohbauarbeiten korrigiert werden muss. Diese Abrucharbeiten führten auf der anderen Seite zur Entdeckung einer Reihe unvermuteter und hochwertiger historischer Elemente, die umfangreiche Restaurierungsarbeiten erfordern – etwa das Fresko und die historische Tür, die beide hinter der Holzverkleidung des alten Gerichtssaals verborgen waren.

#### **3.3. Forderungen des Bauherrn (BH)**

Mit dem Zusatzkredit sind auch bestimmte Benutzer- und Bauherrenforderungen gedeckt. Die wichtigsten sind im Folgenden kurz beschrieben.

##### **3.3.1. Videokonferenz und Multimedia**

Auf Wunsch der Benutzerinnen und Benutzer wurden zusätzliche Einrichtungen definiert und in den vorliegenden Kreditantrag aufgenommen. Vor allem geht es darum,

Anlagen und Einrichtungen mit Videokonferenz- und Kommunikationstechnologien anbieten zu können.

### **3.3.2. Überwachungskosten**

Nach dem Brand der Kathedrale Notre-Dame de Paris im April 2019 ist die Bauaufsicht ein äusserst sensibles Thema. In der Tat besitzt das Rathaus alle Eigenschaften für eine unerwartete Brandentwicklung. Da dieser Risikofaktor äusserst hoch ist, wurde beschlossen, die Überwachung der Baustelle durch punktuelle Besichtigungen einer Spezialfirma zu verstärken.

### **3.3.3. Schreinerarbeiten**

Im Rahmen von Altbausanierungen wird jeweils von Wildtierspezialisten die Integration von Lebensräumen für bestimmte Tierarten gefordert. Im Fall des Rathauses wird vorgeschlagen, für Mauersegler eine Reihe von Nistkästen in Form von in die Traufe der Südseite des Hauptgebäudes eingebauten Kästen zu installieren.

### **3.3.4. Unterstützung Projektleiter/Reserven für Spezialarbeiten und zusätzliche Mietkosten**

Weil das Arbeitspensum des Projektleiters (PL) für die Begleitung dieses Objekts 80–100% der Arbeitszeit betragen muss, wurde ein Betrag von 120 000 Franken für PL-Unterstützungsleistungen hinzugefügt. Die Unterstützungsleistungen für den Projektleiter werden auch im Rahmen anderer Projekte nützlich sein und kamen bereits für die Sanierung und den Ausbau des Kollegs Heilig Kreuz für einem Betrag von 350 000 Franken zur Anwendung.

Im Rahmen der Herstellung der Konformität der Spezialarbeiten wurde eine Reserve eingeplant, um die Arbeiten im Bedarfsfall nicht zu verzögern. Ursprünglich war ein Betrag von 200 000 Franken vorgesehen. In Anbetracht des Fortschritts dieser Arbeiten konnten die Kosten auf 150 000 Franken reduziert werden.

Schliesslich wurde ein zusätzlicher Betrag für die Anmietung von Geräten für Sitzungen, die ausserhalb des Rathauses stattfinden, bereitgestellt. Dieser Betrag soll dazu dienen, eine dreimonatige Verzögerung abzudecken. Die Haftpflichtversicherung für Baustellenarbeiten wurde ebenfalls für den gleichen Zeitraum angepasst.

### **3.3.5. Rückstellung wegen Covid-19**

Die Pandemie hat sich erheblich auf den Fortgang des Projekts ausgewirkt. So waren einige Unternehmen während der aufeinanderfolgenden Covid-19-Wellen gezwungen, Mass-

nahmen zu ergreifen, die von zeitweiligen Unternehmungsschliessungen bis hin zu Personalreduktion aufgrund von Quarantäne reichten. Dies führte einerseits zu einer Verlängerung der Ausführungszeit, andererseits aber auch zu einer kompletten Neuorganisation der Arbeitsplanung sowie der Koordinations- und Planungssitzungen.

Dementsprechend soll diese Rückstellung zusätzliche Kosten im Zusammenhang mit der längeren Anmietung von Geräten, z. B. von Gerüsten, sowie zusätzliche Kosten im Zusammenhang mit der Arbeitssicherheit und dem Gesundheitsschutz decken. Daneben sollen damit die zusätzlichen Leistungen aufgefangen werden, die sich daraus ergeben, dass wegen der Begrenzung der Teilnehmerzahlen mehr Besprechungen zwischen Fachleuten, Planer und Unternehmen nötig waren und sind.

Anlässlich der ersten Welle wurden dafür 30 000 Franken veranschlagt. In Anbetracht der unsicheren Entwicklung der Pandemie wurden zusätzlich 100 000 Franken zur Deckung dieser Kosten bis zum Ende der Bauarbeiten eingesetzt.

### **3.3.6. Verwendung der Reserve und Vorschlag zur Wiederherstellung**

Bei der Erstellung des Kostenvoranschlags zum Projekt im Oktober 2018 wurde in der Position BKP 583.0 «Reserven für Unvorhergesehenes» eine Reserve von 405 170 Franken eingetragen. Diese Reserve entsprach 3% der BKP 1, 2, 4 und 9 (ohne Honorare) des ursprünglichen Kostenvoranschlags.

Zur Erinnerung: Bei der Vergabe der Arbeiten für die Position «Montagebau in Stahl» (BKP 213.2) musste wegen der Mehrkosten von 293 000 Franken bei Gesamtkosten von 1 046 912 Franken auf die Reserve zurückgegriffen werden. Bei der Ausschreibung waren nämlich keine Offerten für diese BKP eingegangen. So musste dafür eine neue Ausschreibung im freihändigen Verfahren unter Konkurrenz durchgeführt werden, worauf Angebote eingereicht wurden, die in Bezug auf den Preis ungünstig waren. Wie es bei einem Umbau eines Gebäudes mit grossem kulturhistorischem Wert häufig der Fall ist, wurden zudem während der im Januar 2020 begonnenen Abbrucharbeiten verschiedene Elemente entdeckt, von denen einige bereits Gegenstand von Vergaben waren. Schliesslich wurde die Reserve mit den Zuschlagsvorschlägen für die letzten Lose vollständig aufgebraucht.

Da es sich um einen Umbau eines alten Gebäudes handelt, wird im Rahmen des vorliegenden Zusatzkreditbegehrens vorgeschlagen, den Betrag der Reserve auf der Grundlage des angepassten Voranschlags und des gleichen Prozentsatzes zu konsolidieren. Somit wird im Rahmen des Zusatzkredits ein Betrag von 118 000 Franken beantragt.

### 3.4. Sicherheit

Bei der Entwicklung des Projekts war es dem Grossen Rat stets ein Anliegen, dass das Rathaus ein offener und für die Öffentlichkeit zugänglicher Ort ist. Die Tragödie in Zug im Jahr 2001 und die Vorfälle im Capitol der Vereinigten Staaten in Washington D. C. im vergangenen Januar haben jedoch einige Fragen zur Sicherheit des Freiburger Parlaments aufgeworfen. Obwohl auf Projektebene bereits Massnahmen ergriffen wurden, etwa mit dem Zutrittskontrollsysteem des Gebäudes und der Installation von Alarmknöpfen, wurde beschlossen, das System an verschiedenen Stellen zu vervollständigen. So soll die Sicherheit des Gebäudes durch den Einbau von Überwachungskameras an strategischen Stellen, die Installation von Einbruchmeldeanlagen an den Eingangstüren, die Verstärkung des Schalters des Grossratssekretariats, die Anschaffung einer mobilen Metalldetektorschleuse und die Umsetzung eines Sicherheitskonzepts verstärkt werden.

#### 3.5.1. Grossratssaal

<b>Umgestaltung und technische Installationen:</b>	176 500
> Installation von Lüftungskanälen direkt in den Tribünen, was eine bessere ästhetische Integration ermöglicht.	
> Getrennte Belüftung der drei Tribünen, was ein besseres Management des Luftstroms und damit einen deutlichen Effizienzgewinn ermöglicht.	
> Einbau von drei Gebläsekonektoren, die direkt in jeder Tribüne integriert sind, um die Umgebungsluft anzusaugen und abzukühlen. Die vom Bauphysiker durchgeführte Modellierung zeigt eine deutliche Verbesserung des thermischen Komforts.	
> Diverse Anpassungen an den Tribünen wie Struktur, zusätzliche Gitter usw. für den Einbau von Lüftungsanlagen (geringe optische Beeinträchtigung).	
> Installation von abnehmbaren Platten an den Tribünen, um den Zugang für die Inspektion und Wartung der Anlagen zu erleichtern.	
> Anpassung der Friesen und diverse Ausbesserungen an den Holzleisten (Treppenkanten der Tribünen).	
> Elektrische Zuleitungen von der zweiten Etage durch den Liftschacht. Dadurch wird der Weg kürzer und der Zugang zu den Einrichtungen einfacher.	
> Austausch der RJ45-Computerverkabelung, die nicht wiederverwendet werden kann.	
<b>Bodenbelag:</b>	30 000
> Kompletter Austausch des Bodenbelags, was eine wirtschaftlichere Lösung ist als die Reparatur der beschädigten Stellen.	
<b>Gipserbeiten:</b>	3 500
> Anpassung der Gipsdeckenfriesen.	
<b>Neue Beleuchtung:</b>	27 000
> Installation einer neuen Beleuchtung, die effizienter als bisher, ästhetischer und kompatibel mit der E-Voting-Kamera ist, um Vibrationen auf den Bildschirmen zu vermeiden.	
<b>Induktionsschleife für Personen mit Hörbehinderung:</b>	16 000
> Einrichtung eines Systems für Personen mit Hörbehinderung (fehlte bisher).	
<b>Sitzbank-Polsterung:</b>	124 000
> Austausch der Schaumstoffpolsterung und neuer Überzug.	
<b>E-Voting und Medien:</b>	365 000
> Lieferung und Installation eines neuen Systems.	
<b>Komplettes Planungsmandat für spezialisiertes Unternehmen:</b>	30 000
> Konzeption, Ausschreibung, Bauleitung.	
<b>Baunebenkosten:</b>	3 000
> Reserve für Verschiedenes und Unvorhergesehenes	
<b>Total Netto inkl. MWST (exkl. Honorare)</b>	<b>775 000</b>

In Anbetracht der obigen Ausführungen wurde eine Kostenabschätzung für diese Ergänzungen vorgenommen und in den Zusatzkreditantrag aufgenommen.

### 3.5. Höhe des zusätzlichen Verpflichtungskredits

Die zusätzlichen Arbeiten und ihre jeweiligen Details sind in sechs Punkte gegliedert, zu denen die Umgestaltung des Grossratssaals, die Anpassungen und Entdeckungen bei den Roh- und Ausbauarbeiten für das Hauptgebäude und das Wachhaus, die historischen Funde, die zusätzlichen Wünsche der Benutzerinnen und Benutzer sowie des Bauherrn, die Ergänzungen in Bezug auf die Sicherheit und die sich aus den vorangegangenen Punkten ergebenden Konsequenzen für die Honorare und Kosten der Auftragnehmer gehören.

### 3.5.2. Hauptgebäude und Wachhaus: Roh- und Ausbauarbeiten

<b>Erhebungen:</b>	80 000
> Zusätzliche Erhebungen nach der Feststellung des Zustands der Strukturen, Gerüsten usw. (inkl. Demontage und Wiedereinbau von Tischlerarbeiten usw.)	
<b>Mauerwerk:</b>	110 500
> Zusätzliche Maurerarbeiten. > Unterhaltsarbeiten, Trockenstrahlen und Hydroradierung.	
<b>Naturstein:</b>	307 000
> Gewölbe: Austausch der Betonbewehrung durch Molasse-Elemente in den Gewölben im 2. Untergeschoss. Diese Betonverstärkungen waren bei den vorangegangenen Arbeiten angebracht worden, um den Einbau der Tischlerelemente zu vereinfachen, was zu Lasten der Originalteile ging. > Wachhaus: Die Fenster des Wachhauses weisen in der Höhe der Gewölbe Besonderheiten auf, die mehr Freiraum und Isolierung erfordern. > Innenwände: Behandlung des Sichtmauerwerks des Wachhauses und des Hauptgebäudes (inkl. Eingriff bei Löchern, Pfeilern, Öffnungen) sowie Nachbearbeitung. > Fassaden: notwendige Ergänzungen für zu restaurierende Fassadenelemente (Beizarbeiten, Retuschen etc.)	
<b>Holzbehandlung:</b>	73 000
> Während der Abbrucharbeiten wurde von einem Fachmann festgestellt, dass einige Holzelemente von Insekten befallen waren. Unter der Annahme, dass die Holzelemente während der Arbeiten freigelegt werden, wurde es als notwendig erachtet, diese Behandlung auf alle Holzteile der betroffenen Stockwerke anzuwenden.	
<b>Holzgerüst, Harzverstärkung:</b>	70 000
> Die Holzgerüste des 1. und 2. Stocks sind in schlechterem Zustand als erwartet; sie müssen mit Harz verstärkt und gefestigt werden.	
<b>Holzgerüst, Aushub, Verstärkung und Nistkästen:</b>	99 000
> Notwendige Räumung des im 2. Obergeschoss und in den Dachgeschossen entdeckten Abraummaterials, um die statischen Lasten auf die tragenden Elemente zu reduzieren. > Hinzufügen der nötigen Verstärkungen auf Bodenhöhe.	
<b>Doppelböden:</b>	20 000
> Umbau des technischen Doppelbodens im Zusammenhang mit der Bewahrung des historischen Bodenbelags, der beim Abbruch des Belags im 2. Untergeschoss entdeckt wurde. > Technischer Doppelboden auf dem Dachgeschoss. > Zusätzliche Verstärkung.	
<b>Kamine:</b>	20 000
> Die alten Kamine können nicht so erhalten werden, wie sie waren, da sie statische Probleme aufwiesen. Diese müssen komplett neu errichtet werden, ebenso die Spenglerarbeiten und die Lüftungsgitter (Estair).	
<b>Kamine (Spenglerarbeiten + Gitter):</b>	34 000
> Ergänzungen Spenglerarbeiten und Lüftungsgitter (Estair).	
<b>Fenster 1. Stock Flur:</b>	6 000
> Hinzufügen eines zusätzlichen Rahmens, um die Norm EI30 zu erfüllen.	
<b>Projektergänzungen:</b>	25 000
> Anpassung der Schreinereien und Spiegel in Sanitärräumen.	
<b>Elektrische Anlagen:</b>	162 000
> Anpassungen der Schwachstromanlagen (Meldesystem, E-Voting etc.). > Ergänzungen für elektrische Schalttafeln.	
<b>Total Netto inkl. MWST (exkl. Honorare)</b>	<b>1 006 500</b>

### 3.5.3. Hauptgebäude und altes Wachhaus: Entdeckung historischer Elemente

<b>Entfernung Wandverputz:</b>	40 000
> Abschlagen des Verputzes der Fassadeninnenwände im 2. Stockwerk. Heikler Eingriff wegen der Entdeckung von Bleifarbe.	
<b>Restaurierung (nach der Entfernung des Wandverputzes):</b>	66 000
> Notwendige Ergänzungen für die Restaurierung der Steine der Innenwände im 2. Stock (nach der Entfernung des Wandverputzes).	
<b>Fresken im Saal der Weibel und im alten Gerichtssaal:</b>	68 000
> Reinigung der alten Gemälde, die während der Bauarbeiten entdeckt wurden.	
<b>Gipsdecke des Wachhauses:</b>	6 000
> Erneuerung der Gipsdecke des Wachhauses.	
<b>Sondierungen und Analysen:</b>	72 000
> Zusätzliche Sondierungen nach der Entdeckung verschiedener historischer Elemente.	
> Analyse der im alten Gerichtssaal entdeckten Fresken (SUPSI).	
> Dendrochronologie.	
<b>Aussere Zifferblätter:</b>	15 000
> Restaurierung der Malereien der alten Zifferblätter nach der Entfernung.	
<b>Boden 1. Untergeschoss:</b>	40 000
> Rückgewinnung von alten Brettern zur Wiederverwendung im Fussboden der Räumlichkeiten für die Grossrättinen und Grossräte.	
<b>Fenster 1. Stock:</b>	36 000
> Nachzubauende Doppelverglasungen entsprechend ihrer Herkunft und Anpassungen alter Leisten.	
<b>Fenster 2. Stock:</b>	30 000
> Anpassungen von historischen Leisten und Fensterrahmen.	
<b>Historische Tür des alten Gerichtssaals:</b>	8 000
> Natursteinarbeiten und Restaurierung.	
<b>Total Netto inkl. MWST (exkl. Honorare)</b>	<b>381 000</b>

### 3.5.4. Forderungen des BH

<b>Überwachungskosten:</b>	32 000
> Nach dem Brand der Kathedrale Notre-Dame de Paris wurden die Massnahmen durch erhöhte Überwachung der Baustelle verstärkt.	
<b>Schreinerarbeiten:</b>	6 000
> Lieferung und Montage von Nistkästen.	
<b>Videokonferenz und Multimedia:</b>	50 000
> Mit den Benutzerinnen und Benutzern definierte Zusatzeinrichtungen, einschliesslich mobiler Geräte für Sitzungen per Videokonferenz.	
<b>Unterstützung Projektleiter:</b>	120 000
> Um die derzeitige Arbeitsbelastung des Hochbauamts aufzufangen, ist eine externe Unterstützung (Architekten, Ingenieure, Bauherrenunterstützung) erforderlich. Diese Leistung wird voraussichtlich 15 Monate dauern.	
<b>Reserve für Spezialarbeiten:</b>	150 000
> Rücklage für Arbeiten und Honorare für die Herstellung der Konformität der Spezialarbeiten.	
<b>Reserve für zusätzliche Anmietung:</b>	45 000
> Anpassung des Betrages für die Anmietung von Geräten wegen der Verlängerung der Grossratssitzungen ausserhalb des Rathauses.	
<b>Versicherung:</b>	4 000
> Zusatzversicherung für Baustellenhaftpflicht	
<b>Rückstellung wegen Covid-19:</b>	130 000
> Zusätzliche Mieten und zusätzliche Kosten im Zusammenhang mit der Gesundheitssituation 2020–2021.	
<b>Rücklage – Konsolidierung BKP 583.0 «Reserven für Unvorhergesehenes»:</b>	118 000
> Wiederherstellung der Reserve für BKP 1, 2, 4 und 9 des angepassten Kostenvoranschlags	
<b>Reserve – Übertragungen und Anteile:</b>	60 000
> Reserve verschiedene BKP zu übertragen auf BKP 583.0 + Anteile.	
<b>Total Netto inkl. MWST (exkl. Honorare)</b>	<b>725 000</b>

### 3.5.5. Sicherheit

<b>Überwachungskameras und Einbruchmeldeanlagen:</b>	40 000
> Installation von 4 Überwachungskameras.	
> Installation einer Einbruchmeldeanlage bei den Eingangstüren.	
> Computergesteuerte Verwaltung der Installationen, elektrische Anschlüsse, Studien und Kosten.	
<b>Kugelsichere Wand:</b>	10 000
> Installation einer kugelsicheren Wand beim Schreibtisch des Generalsekretariats.	
<b>Metalldetektorschleuse, Sicherheitskonzept und Reserven:</b>	30 000
> Anschaffung einer mobilen Metalldetektorschleuse.	
> Entwicklung und Umsetzung eines Sicherheitskonzeptes mit den Benutzerinnen und Benutzern.	
<b>Total Netto inkl. MWST (einschliesslich Honorare und Spesen)</b>	<b>80 000</b>

### 3.5.6. Honorare und Spesen

<b>Architekt/Bauleitung:</b>	443 500
> Anpassung der Honorare für Architektenleistungen und Bauleitung (inkl. Generalunternehmer).	
<b>Bauingenieur:</b>	110 000
> Anpassung der Honorare für Tiefbauleistungen.	
<b>Elektroingenieur:</b>	22 500
> Anpassung der Honorare für Elektroingenieurleistungen.	
<b>Lichttechniker:</b>	8 500
> Anpassung der Honorare für Lichttechnikerleistungen.	
<b>HLKK-Ingenieur:</b>	8 000
> Anpassung der Honorare für HLKK-Ingenieurleistungen.	
<b>Nebenkosten:</b>	20 000
> Anpassung der Reprokosten für die Dokumente.	
<b>Total Netto inkl. MWST (Honorare und Spesen)</b>	<b>612 500</b>

### 3.5.7. Zusammenfassung der Gesamtkosten für den Zusatzkredit

Total Arbeiten «Grossratssaal»	775 000
Total «Roh- und Ausbauarbeiten»	1 006 500
Total «Entdeckungen von historischen Elementen»	381 000
Total «Forderungen des BH»	725 000
Total «Sicherheit»	80 000
Total «Honorare und Spesen»	612 500
<b>Total Zusatzkredit Netto inkl. MWST</b>	<b>3 580 000</b>

## 4. Schlussfolgerung

Die Sanierung und der Umbau des Rathauses entsprechen einem von den Behörden anerkannten Bedürfnis und ermöglichen insbesondere einen reibungslosen Betrieb des Grossen Rates und seines Sekretariats. Nicht zuletzt kann auf diese Weise ein architektonisches Schmuckstück des Kantons Freiburg in Wert gesetzt werden.

Bei der Prüfung des Projekts ersuchten die Grossrättinnen und Grossräte um die Ausarbeitung von Vorschlägen zur Verbesserung des Komforts im Grossratssaal. Darüber hin-

aus brachte der Baubeginn eine Reihe von Elementen zutage, die mit der Natur eines Projekts für den Umbau und die Sanierung eines historischen Gebäudes zusammenhängen und nicht durch die Reserve abgedeckt werden konnten. So ersucht der Staatsrat den Grossen Rat, einen zusätzlichen Verpflichtungskredit von 3 580 000 Franken zu genehmigen.

Das Dekret hat keinen direkten Einfluss auf den Personalbestand des Staats. Es hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden. Es steht im Einklang mit dem Bundesrecht und ist eurokompatibel.

Das Dekret ist nicht dem Finanzreferendum unterstellt.

Aus all den dargelegten Gründen ersuchen wir Sie, den vorliegenden Dekretsentwurf gutzuheissen.

---

**Projet du 04.05.2021**

**Entwurf vom 04.05.2021**

**Décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement additionnel en vue de l'assainissement et de la transformation de l'Hôtel cantonal, à Fribourg**

*du...*

---

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: —

Modifié(s): —

Abrogé(s): —

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE);  
Vu le message 2021-DAEC-76 du Conseil d'Etat du 4 mai 2021;  
Sur la proposition de cette autorité,

*Décrète:*

**I.**

**Art. 1**

<sup>1</sup> Un crédit d'engagement additionnel au crédit alloué par le Grand Conseil le 9 octobre 2018 (ROF 2018\_092), d'un montant de 3 580 000 francs, est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du financement des travaux complémentaires nécessaires 脿 l'assainissement et 脿 la transformation de l'Hôtel cantonal, 脿 Fribourg.

**Dekret 脿 einen zusätzlichen Verpflichtungskredit für die Sanierung und den Umbau des Rathauses in Freiburg**

*vom...*

---

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: —

Geändert: —

Aufgehoben: —

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 脿ber den Finanzhaushalt des Staates (FHG);  
nach Einsicht in die Botschaft 2021-DAEC-76 des Staatsrats vom 4. Mai 2021;  
auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**I.**

**Art. 1**

<sup>1</sup> Zur Finanzierung der zusätzlichen Arbeiten für die Sanierung und den Umbau des Rathauses in Freiburg wird bei der Finanzverwaltung ein zusätzlicher Verpflichtungskredit von 3 580 000 Franken zum Kredit des Grossen Rats vom 9. Oktober 2018 (ASF 2018\_092) eröffnet.

**Art. 2**

<sup>1</sup> Les crédits de paiement nécessaires seront portés aux budgets financiers annuels, sous le centre de charges BATI-3850/5040.002 «Aménagement d'immeubles», et utilisés conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

**II.**

*Aucune modification d'actes dans cette partie.*

**III.**

*Aucune abrogation d'actes dans cette partie.*

**IV.**

Le présent décret n'est pas soumis au référendum.

Il entre en vigueur dès sa promulgation.

**Art. 2**

<sup>1</sup> Die erforderlichen Zahlungskredite werden in die jährlichen Finanzvoranschläge unter der Kostenstelle BATI-3850/5040.002 «Ausbau von Gebäuden» aufgenommen und entsprechend dem Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

**II.**

*Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.*

**III.**

*Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.*

**IV.**

Dieses Dekret untersteht nicht dem Referendum.

Es tritt mit der Promulgierung in Kraft.